



VI-00018
104434
ECO So His

Code épreuve : 245

Nombre de pages : 8

Session : 2022

Épreuve de : Économie Sociologie et Histoire ESSEC / HEC

Consignes

- Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer
- Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir
- Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)
- Numéroté chaque page (cadre en bas à droite)
- Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre

« La mondialisation est l'horizon de nos peurs et de nos attentes » écrit Suzanne Berger dans Notre Première Mondialisation. Léçon d'un échec oublié (2003), afin de mettre en avant le fait que l'ouverture commerciale des économies nationales peut être source de craintes ainsi que de vertus.

L'ouverture commerciale correspond au degré d'intégration dans le commerce international d'une économie nationale. Le taux d'ouverture commerciale correspond également à la somme des importations et des exportations d'une économie, divisée par le PIB de cette économie et multiplié par 100 : $(X+M / PIB) \times 100$.

Le premier accord d'ouverture commerciale qui a été signé est le traité de Cobden Chevalier (1860), qui avait pour but de favoriser les échanges commerciaux entre le Royaume-Uni et la France. La Première Mondialisation (1860-1914) a ainsi connu son essor lors de la Révolution Industrielle et a bénéficié de la diffusion du progrès technique et des innovations afin de se développer. Dans Victoires et Déboires (1997), P. Hairoch met en avant le fait que les pays qui ont participé à cette Première Mondialisation (les pays développés à économie de marché d'aujourd'hui), ont vu leur PIB/hab tripler, contrairement aux pays qui ne s'étaient pas ouverts au commerce international. Lors de la Seconde Mondialisation, qui démarre en 1945, on assiste à l'émergence d'un État Providence, des systèmes de protection sociale ainsi qu'à la réduction des inégalités au sein des pays développés. Il semblerait donc que l'ouverture commerciale serait un facteur de prospérité économique et sociale.

Or, depuis une trentaine d'années, nous assistons à l'émergence de tensions internationales ainsi qu'au creusement des inégalités intra-nationales, qui proviennent de l'ouverture commerciale. Ainsi, l'ouverture commerciale est-elle toujours source de prospérité économique et sociale?

Si l'ouverture commerciale des économies nationales a pour but de permettre une meilleure allocation des ressources à l'échelle internationale (I), elle engendre quand même des inégalités, ce qui fragilise donc le système économique (II). Dès lors, à quelles conditions peut-on restructurer l'ouverture commerciale au bénéfice de tous? Devrait-on établir une meilleure forme de gouvernance mondiale afin de développer la prospérité économique et sociale? (III).

*

*

*

En vertu des théories classiques, l'ouverture commerciale doit permettre un gain à l'échange (A), ce qui permet d'augmenter le surplus du consommateur et de favoriser le décollage des pays en rattrapage (B).

Selon les théoriciens classiques, l'ouverture commerciale favorise l'allocation des ressources à l'échelle internationale. Dans De la richesse des nations (1776), Adam Smith postule que la maxime de tout chef de famille prudent consiste à acheter ailleurs, ce qui lui coûte plus cher à fabriquer. Smith suggère également qu'une division internationale du travail serait source de bien-être collectif. Il développe la théorie des avantages absolus et propose que la spécialisation des économies nationales et l'utilisation d'une dotation factorielle particulière, devrait être source de gain à l'échange. En effet, à travers la spécialisation, les agents économiques cherchent à satisfaire leur intérêt personnel, qui in fine, sera bénéfique au bien-être de tous. Dans la lignée de Smith,

David Ricardo développe la théorie des avantages comparatifs dans Principes de l'économie politique et de l'impôt (1817), afin de souligner les bénéfices qui proviennent d'une ouverture au commerce international. Afin d'illustrer sa théorie, Ricardo prend l'exemple du Royaume-Uni et du Portugal. Dans son hypothèse, il accorde deux avantages absolus au Portugal et aucun au Royaume-Uni afin de chasser l'opinion publique de son époque, et montrer que même si un pays se trouve en situation de désavantage absolu, il a intérêt à s'ouvrir au commerce international. Ricardo postule que le Portugal a besoin de 90h pour fabriquer du drap et 80h pour fabriquer du vin, alors que le Royaume-Uni a besoin de 120h pour produire du vin et 100h pour produire du drap. En l'absence d'ouverture commerciale, le coefficient de production total est égale à 4. Or, si l'on s'ouvre au commerce international et que l'on se spécialise dans la fabrication du produit qui nécessite le moins de temps à fabriquer, le coefficient total de production passe à 4.325. De ce fait, si le Royaume-Uni se spécialise dans la production du drap (là où le pays est le moins désavantagé) et le Portugal dans la production du vin, alors il existe un gain à l'échange, puisque l'on produit plus sans augmenter l'heure du travail. Ainsi, il semblerait donc que l'ouverture commerciale est facteur de prospérité économique et sociale puisqu'il existe une meilleure allocation des ressources, qui est source de bien-être collectif.

L'ouverture commerciale permet également d'augmenter le surplus du consommateur. En effet, la mise en place d'une entrave à l'ouverture commerciale, comme par exemple à travers la mise en place d'une mesure protectionniste, a pour conséquence la dégradation du surplus du consommateur, puisqu'il existe une perte sèche. De plus, l'absence d'ouverture commerciale diminue le bien-être du consommateur dû à l'absence de diversification des produits. Pour l'industrie-juchène, il existe une demande de différence de la part des consommateurs, qui préfèrent avoir une variété de choix large. Or, dans une économie fermée, la différenciation est inefficace puisqu'elle est trop coûteuse et le marché domestique n'est pas suffisamment large pour répondre à cette demande de différence. Il faut également souligner le fait que l'ouverture commerciale a joué un rôle primordial dans le "décollage" économique (W. Rostow, 1960) des

«late comers», comme le postule A. Gerschenkron dans Economic Backwardness in Historical Perspective (1962). Selon lui, les économies en rattrapage ont pu bénéficier des avancées technologiques des pays développés afin de s'ouvrir plus rapidement au commerce international des biens et des services. De plus, si l'on reprend les travaux de Heckscher (1910), Ohlin et Samuelson (1941), dans leur modèle HOS, on réalise que les prix entre les économies développées et les économies en rattrapage peuvent converger, si chacune des économies se spécialise dans l'utilisation de la dotation factorielle que celle-ci possède en abondance. In fine, cela devrait permettre de mettre en place une convergence des niveaux de vie.

De ce fait, il semblerait que l'ouverture commerciale serait source de croissance économique et de développement des niveaux de vie. Néanmoins, comme le postule J. Stiglitz dans Le prix de l'inégalité (2012), il existe des «gagnants et des perdants» de l'ouverture commerciale. De ce fait, dans quelles mesures l'ouverture commerciale peut dégrader les performances économiques et sociales d'une nation?

L'ouverture commerciale peut-être source d'inégalités économiques et sociales (A) car elle est devenue «l'obsession dangereuse» (D. Kaufman & Y. Obstfeld, 2013) des économies nationales (B).

L'ouverture commerciale des économies nationales ne profite pas à tous. En effet, il existe des «gagnants et des perdants» de cette ouverture commerciale, puisque une partie des pays en développement ainsi que la totalité des pays les moins avancés sont spécialisés dans la production et l'échange de produits à faible valeur ajoutée, tel que les matières agricoles. Selon F. Graham, il existe une dégradation des termes de l'échange au sein des PMA et de certains PED, ce qui enferme ces pays dans une «trappe à pauvreté». Samir Amin parle d'un «échange inégal» et différencie les «pays de centre» et les «pays de périphérie», qui ne bénéficient pas des mêmes vertus de l'ouverture commerciale. À terme, cela peut mener à une «croissance appauvrissante» (J. Bhagwati, 1985) des pays périphériques, qui ne profitent pas de l'ouverture commerciale au même degré que les pays de centre. Cela accentue ainsi les inégalités qui existent entre les économies nationales.

Copie anonyme - n°anonymat : 104434

Code épreuve : 245

Nombre de pages : 8

Session : 2022

Emplacement
QR Code

Épreuve de : Économie Sociologie et Histoire ESSEC / HEC

Consignes

- Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer
- Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir
- Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)
- Numéroter chaque page (cadre en bas à droite)
- Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre

En 1971, le courant néotechnologique (Posner et Vernon) développe l'idée selon laquelle cette trappe à pauvreté des pays en retard s'expliquerait par le fait qu'ils n'ont accès à des innovations technologiques, que lorsque celles-ci se trouvent dans leur stade de déclin et qu'elles sont donc à faible valeur ajoutée.

De plus, l'ouverture commerciale ne creuse pas uniquement les inégalités entre les pays, mais également les inégalités au sein des pays. En effet, selon Feenstra et Hansen, la spécialisation des pays développés dans le travail qualifié mène à la spécialisation des pays en développement dans le travail non qualifié. Or, au sein des PED, le travail non qualifié des PDE est considéré comme étant qualifié. Cela développe ainsi des inégalités au sein des pays, comme par exemple en Chine, où les travailleurs des villes côtières touchent un revenu qui est trois fois plus élevé que celui des travailleurs dans les campagnes. L'ouverture commerciale ne se traduit donc pas toujours par de la prospérité économique et sociale. Dans Les inégalités mondiales (2016), Branko Milanovic illustre la hausse des inégalités de revenu qui ont eu lieu lors de la période d'hyper-globalisation (1988-2008), au sein des PED et des PDE. De ce fait, l'ouverture commerciale peut rendre la croissance des pays en retard abone et accentuer les inégalités économiques et sociales.

S'il existe un creusement des inégalités mondiales, c'est parce que l'ouverture commerciale est devenue l'obsession dangereuse des économies nationales. Dans Nations et

et mondialisation (2008), Dani Rodrik postule que les économies nationales sont enfermées dans une "camisole dorée". Dans le même ouvrage, Rodrik écrit : « Once your country gets trapped in a golden straitjacket, its choices get reduced to a Pepsi or a Coke ». De ce fait, les économies nationales qui sont enfermées dans une « camisole dorée », sont convaincues que la compétitivité de leurs économies est source de prospérité économique. Or, cette recherche de la compétitivité est facteur d'inégalités et s'avère souvent être inefficace. On dit que les institutions sont enfermées dans une « camisole » puisqu'il existe une capture du régulateur par les lobbies, qui recherchent le renforcement de la compétitivité. De plus, la camisole est « dorée » puisque l'État est convaincu du fait que la recherche de la compétitivité soit source de croissance économique. Néanmoins, à la lumière de l'histoire, nous comprenons que la recherche de l'ouverture commerciale peut exercer des effets désastreux sur les économies en rattrapage, comme ce fut le cas avec le Consensus de Washington (J. Williamson, 1989), où les politiques d'ajustement structurel imposées par le FMI, ont plongé les PED dans une récession économique car ces économies n'étaient pas prêtes à sauter aussi brutalement au commerce international.

Pès lors, on peut s'interroger sur les mesures qui peuvent être prises afin de restaurer l'ouverture commerciale au bénéfice de tous, afin d'empêcher le fait que « l'État reste impuissant face à la course vers le bas » (J. Berger, 2003).

Afin d'améliorer l'efficacité de l'ouverture commerciale, on peut envisager de reformer la gouvernance mondiale actuelle (A) dans l'espoir de sortir du « trilemme de la mondialisation » (D. Rodrik, 2008) (B).

Aujourd'hui, les problèmes liés à l'ouverture commerciale persistent puisqu'il y a une absence de gouvernance mondiale

En effet, depuis sa constitution en 1995, l'OMC avait pour but de réguler le commerce international, afin qu'il puisse exister une concurrence loyale et non faussée. Or, il semblerait que l'OMC recuit en panne aujourd'hui, en raison des intérêts des PED et des PDEM qui divergent. En raison de cela, le dernier round de négociation de l'OMC à Doha en 2001 fut un échec. La dernière tentative de coopération internationale a eu lieu en 2013 (le Paquet de Bali) et les mesures qui y ont été prises ont été minimales. L'absence de coopération sociale a pour conséquence le développement de mesures protectionnistes et de stratégies non-coopératives entre les grandes puissances commerciales telles que la Chine et les États-Unis. De plus, le développement du régionalisme par le biais des accords commerciaux régionaux (ACR) mène à la formation de blocs commerciaux, ce qui rend le commerce international de plus en plus multipolaire. On pourrait ainsi envisager une réforme de la gouvernance mondiale. Il s'agit de savoir qui décide de quoi. Dans Gouvernance mondiale (2022), Jacques Pisani-Ferry et Tuhiana présentent quatre formes de gouvernance mondiale : le fédéralisme mondial, le multilatéralisme, l'hégémonisme et le souverainisme. Ici, les auteurs prônent le fédéralisme mondial, qui est rendu possible par un degré d'intégration développé des économies nationales, ainsi que d'une homogénéité des intérêts de ces derniers.

Pour Dani Rodrik (2008), il existe un trilemme de la mondialisation qui réunit ainsi les vertus de l'ouverture commerciale.

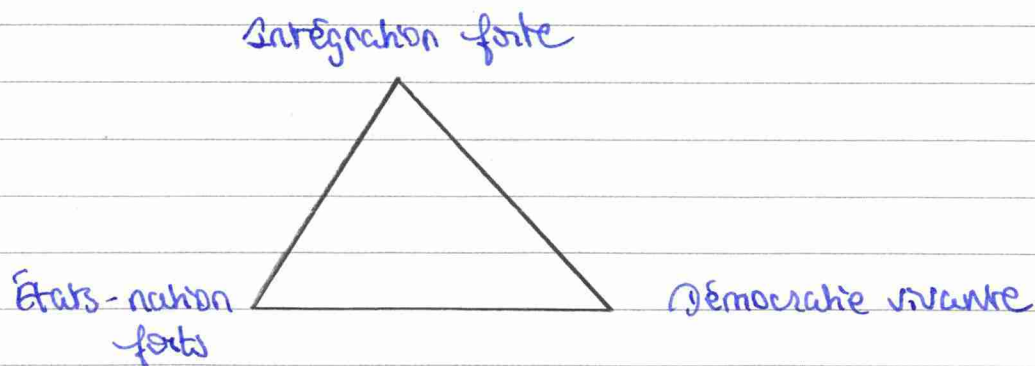


Figure n°1: Trilemme de la mondialisation de Dani Rodrik (2008)

Pour Dani Rodrik, il existe une impossibilité d'atteindre les trois objectifs de la mondialisation à la fois. En effet, afin de sortir de ce

trilemme de la mondialisation, il faudrait qu'il existe une meilleure coopération internationale. Le renforcement des tensions internationales provient du fait que les stratégies non-coopératives ont tendance à se renforcer de plus en plus. En Chine, on assiste à des mesures de moins-disant fiscal, monétaire et social, afin de renforcer la compétitivité de l'économie. Il faudrait ainsi qu'il y ait une forme de coopération internationale, afin qu'il puisse y avoir une convergence des normes commerciales et une absence de mesures de représailles. Ceci peut être réalisé à travers la mise en place de mesures de coopération internationale ou à travers la « société civile » (ONG, associations) pour que les normes puissent converger et que la recherche de la compétitivité cesse de devenir « obsessionnelle et dangereuse ». Il faudrait ainsi se rapprocher d'une forme de fédéralisme mondiale, pour restructurer l'ouverture commerciale au bénéfice de tous.

*

*

*

L'ouverture commerciale a donc pour but de permettre une meilleure allocation des ressources économiques, afin de rendre la prospérité sociale et économique possible. Néanmoins, elle creuse les inégalités au sein des pays et développe des tensions à l'échelle internationale. Il serait ainsi intéressant de développer une forme de fédéralisme budgétaire, afin de diminuer les risques de stratégies non-coopératives et développer l'intégration économique à l'échelle mondiale.

Il faut souligner le fait que l'ouverture commerciale souffre d'un problème de légitimité (les moins-disant fiscaux et sociaux), d'un problème de coopération (l'OMC est en panne) ainsi que d'un problème de confiance puisqu'aujourd'hui 60% des français associent l'ouverture commerciale avec le chômage et les délocalisations. Ainsi, une réforme de l'ouverture commerciale nécessite aussi un changement de mentalités.